

**PREMIÈRES JOURNÉES DOCTORALES SUR LA PARTICIPATION DU
PUBLIC ET LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE**

organisées par le GIS *Participation du public, décision, démocratie participative*

ENS-LSH, Lyon, 27-28 novembre 2009

**En marge des négociations internationales sur la politique climatique : le projet
World Wide Views on Global Warming et la fabrication d'un public global**

Stefan Aykut, Nicolas Baya-Laffite, Hélène Guillemot
Centre Alexandre Koyré – EHESS
s.aykut@gmail.com
nicolasbaya@gmail.com
guillemot@damesme.cnrs.fr

Abstract:

WWViews est la première consultation citoyenne à l'échelle mondiale. Organisée par le Danish Board of Technology (DBT), elle s'est déroulée le même jour dans 38 pays développés, pays émergents et en voie de développement. La discussion des citoyens était structurée autour de quelques questions clefs, qui sont étroitement liées aux principaux enjeux du sommet onusien sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009. Le déroulement du débat citoyen suivait donc l'agenda politique global. L'étendue géographique de cette expérience participative conduit à se demander si, et comment, à partir d'une méthodologie commune et standardisée, il est possible de « créer et imposer des espaces publics hautement articulés » dans des contextes sociopolitiques extrêmement variés. Plusieurs travaux se sont récemment intéressés au rôle des exercices participatifs dans la fabrication de types spécifiques de publics. Nous allons en premier lieu tenter de comprendre comment le DBT a imaginé et construit, dans son discours et à l'aide des outils de la participation, le "problème global" dont il s'agit de discuter, et un "public global" a même d'y répondre. Ensuite, nous allons voir quels problèmes les outils et méthodes du DBT posent, comment ils sont adaptés, contournés, et réinterprétés par les participants.

Introduction

« Nous avons des réunions de citoyens sur une base régulière ici, au Danemark, et sommes fiers d'être en mesure de diffuser cette tradition démocratique à d'autres pays aussi » Lars Kløver, directeur du Danish Board of Technology.

WWViews est la première consultation citoyenne à l'échelle mondiale. Le projet a été porté et initié par le Danish Board of Technology (DBT), une institution d'évaluation technologique qui depuis sa mise en place en 1985 par le Parlement danois, a été à la pointe des développements participatifs avec la création d'une vaste « boîte à outils » comprenant des méthodes telles que les conférences de consensus, les audiences citoyennes ou les ateliers de scénarios. Grâce à un réseau de partenaires nationaux, 46 consultations sur la politique globale de lutte contre le réchauffement climatique se sont déroulées le 26 septembre 2009 dans 38 pays développés, pays

émergents et en voie de développement. Ces consultations ont rassemblé dans chaque pays un panel d'une centaine de citoyens, qui ont disposé des mêmes documents d'information (une brochure et des vidéos), ont répondu aux mêmes questions et ont élaboré des recommandations. Les résultats de chaque pays ont été immédiatement rendus disponibles sur le site du projet, afin de pouvoir visualiser et comparer des résultats spécifiques, et agrégés pour obtenir un résultat « global ».

La discussion des citoyens était structurée autour de quelques questions clefs, qui sont étroitement liées aux principaux enjeux du sommet onusien sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009¹. Le déroulement du débat citoyen suit donc l'agenda politique global. Or celui-ci résulte de plusieurs années de négociations politiques et de rapports de force entre les Etats. Par exemple apparaissent aujourd'hui comme prioritaires des questions « nord-sud » telles que le transfert de technologies et le financement de l'adaptation des pays en développement. On peut s'interroger sur la pertinence de poser ces questions hors de ce contexte, et sur le sens qu'elles prennent alors pour les citoyens – d'autant plus que la question climatique fait désormais partie des discours locaux, mais prend un sens différent selon l'actualité politique, et l'historique des débats nationaux (Aykut 2009). L'idée de « public global » repose donc sur un pari du DBT : que les citoyens pourront surmonter le cadrage spécifique de la question climatique dans les discours locaux – et que cette dimension soit perçue dans l'espace public.

Chaque nouveau projet de participation est confronté à des contraintes et difficultés liées aux thématiques à débattre, à la méthodologie appliquée, et au contexte politique particulier dans lequel il s'inscrit (Baya-Laffite et Joly 2008). L'étendue géographique de cette expérience participative conduit à se demander si, et comment, à partir d'une méthodologie commune et standardisée, il est possible de « créer et imposer des espaces publics hautement articulés » (Callon et Rabeharisoa 2004) dans des contextes sociopolitiques extrêmement variés. Plusieurs travaux se sont récemment intéressés au rôle des exercices participatifs dans la fabrique de types spécifiques de publics (Lezaun et Soneryd 2008). C'est autour de ce point que nous concentrerons l'article.

Nous allons en premier lieu tenter de comprendre comment le DBT a imaginé et construit, dans son discours et à l'aide des outils de la participation, le "problème global" dont il s'agit de discuter, et un "public global" a même d'y répondre. La construction du public est conçue en deux temps: d'abord convaincre les organisateurs des conférences locales, ainsi que les citoyens qui y participent, qu'ils doivent agir en "citoyens du monde", capables de mener des débats à un niveau de réflexion qui englobe la planète et l'humanité entières, et de faire des choix pouvant contredire leurs intérêts nationaux. En deuxième lieu, cette voix globale doit être entendue et comprise en tant que telle: il faut faire comprendre à une "opinion publique mondiale", à travers un réseau de médias éclaté et hétérogène, que leur sont transmises les recommandations légitimes d'un public mondial. Dans le même sens, il s'agit de porter cette voix dans l'arène politique onusienne, soit par la voie de porte-paroles nationaux (négociateurs, ONGs, etc.), ou en l'introduisant directement dans l'enceinte des négociations.

Certains d'entre nous ayant assisté à la branche française de l'exercice au sein de l'équipe organisatrice, nous avons pu suivre de près son déroulement, les problèmes qu'il a rencontrés, les traductions et les modifications de la méthodologie. Nos terrains empiriques comprennent

¹ La consultation est en effet organisée deux mois avant une étape clé du calendrier des négociations, puisqu'il s'agira à Copenhague d'obtenir un nouvel accord global pour succéder au protocole de Kyoto

également un focus group de 6 citoyens, un focus group avec les modérateurs ayant participé à la consultation en France, ainsi que tous les documents et méthodologies issus de l'intranet du projet. Des entretiens avec les équipes allemandes, maliennes, camerounaises, boliviennes, et brésiliennes nous ont permis de voir comment les « boîtes noires » fournis par le DTB se sont inscrites localement, ont été détournées ou refusées, sont « tombées en panne » et ont été ré-assemblées par les interventions des spécialistes de la participation à Copenhague, ou astucieusement réinterprétés par les partenaires nationaux.

I. Fabriquer un public global: les discours et les outils du DBT

A. Raconter le changement climatique: comment mettre tout le monde dans le même bateau

Selon le discours du DBT, alors que les problèmes environnementaux deviennent mondiaux, le fossé se creuse entre politiques et citoyens, de plus en plus éloignés des décisions. Le débat sur le climat a été cantonné aux scientifiques, aux politiques et aux représentants de groupes d'intérêt (il n'est pas fait mention des ONG, qui jouent pourtant un rôle important dans les négociations). Cette consultation, poursuit le DBT, a pour objectif de commencer à combler ce fossé, et de montrer aux politiques la volonté des citoyens d'agir contre le changement climatique. Ce discours présuppose que les politiques sont mus par des intérêts nationaux ou économiques, qui conduisent à l'échec des négociations, tandis que les citoyens, une fois informés, défendent le bien commun global. Il semble ne faire aucun doute pour le DBT que le message délivré à l'issue de la consultation prônera un accord ambitieux et rapide à Copenhague en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif étant de fournir un message directement en prise avec les questions posées à la conférence de Copenhague, le DBT adopte naturellement le cadrage de la question climatique forgé par l'expertise et les négociations climat. Le document d'information² reprend les grands traits des rapports du GIEC et de l'état des négociations. Le cahier des charges est de donner à tous (à échelle mondiale) la même information à la fois globale, scientifiquement valide, équilibrée et fournissant au lecteur les connaissances lui permettant de répondre aux questions posées lors de la consultation. Les premiers points sont assez facilement respectés : la brochure est fondée sur les conclusions des rapports du GIEC, une place (réduite) est faite aux incertitudes, aux conséquences bénéfiques du changement climatique et aux avis dissidents, le document présente une information globale tout en distillant les impacts dans différents milieux et régions, ce qui correspond à la construction des rapports du GIEC. Le véritable défi - probablement insurmontable - était de rendre un tel document lisible par tous. Bien qu'écrit de façon assez simple, ce texte (40 pages avec résumés en gras, tableaux, graphiques, photos) reste technique, parfois abstrait, à la fois répétitif et décousu, difficile à appréhender dans son ensemble. Une synthèse vulgarisée de questions aussi vastes et complexes ressemble inévitablement à un rapport d'expert simplifié, à un catalogue de mesures, d'impacts etc., d'une lecture difficile et laborieuse. En France, beaucoup de participants ont admis n'avoir que survolé le document (mais ils se disaient déjà bien informés).

Ce cadrage met forcément en avant les risques, l'urgence, les possibilités d'accord, plutôt que les priorités nationales et économiques qui font problème (même si les positions et rapport de force

² La méthode, les questions et le matériel d'information (brochure et vidéos) ont été élaborés par le DBT assisté d'un petit nombre de partenaires nationaux. Un Conseil scientifique comprenant des experts internationaux a été consulté lors de cette élaboration.

des pays ou groupes de pays étaient résumées dans la brochure). Ainsi, les citoyens étaient-ils bien conduits à ne pas prendre en compte les intérêts particuliers. Cependant, les débats (au moins en France) semblent montrer qu'ils sont attentifs aux tensions, aux contradictions et à la pluralité des déterminations.

B. Une méthode pour une consultation à l'échelle mondiale

La méthode WWViews n'est pas complètement nouvelle. Elle comprend plusieurs éléments issus de méthodes éprouvées, développées par le DBT ou par ses partenaires disposant d'une solide expérience dans le domaine du débat public. Principalement conçues pour l'évaluation de technologies, ces méthodes ont été maintes fois utilisées dans des contextes politiques plus vastes. Leur point commun est la volonté d'engager des citoyens profanes dans les débats sur des questions complexes avec l'objectif de donner des conseils aux décideurs politiques. Certaines méthodes ont déjà été mises en œuvre dans les projets trans-nationaux en Europe. WWViews reste cependant le premier projet mondial dans ce domaine.

Les consultations WWViews comprennent quatre sessions de délibérations thématiques aboutissant à un vote sur des questions définies. Après une brève séquence vidéo d'information, les discussions ont lieu par table de 6 à 8 personnes, assistées par un modérateur. En cela, la méthode WWViews inclut des éléments du « sondage délibératif » développé par James Fishkin de l'Université de Standford, du « sommet citoyen » développé par America Speaks et de la « conférence votante » développée par le DBT. La consultation prévoit également un moment d'expression des citoyens, avec la rédaction de recommandations adressées aux négociateurs de la COP15. La méthode s'est ici appuyée sur les techniques de la « audition des citoyens » développées par le DBT. La dernière phase des réunions consiste mettre en ligne les votes et les recommandations des participants sur l'Intranet puis sur la page Web du projet, afin de pouvoir comparer les réponses et les recommandations des différents pays, régions et continents.

La spécificité de la méthode WWViews ne se trouve donc pas dans les outils, mais dans la visée globale du projet. Sa caractéristique la plus originale est d'inclure un nombre (en théorie) illimité de réunions autour du globe grâce aux outils Internet. Ceux-ci non seulement donnent accès à la communication instantanée des résultats, aux comparaisons etc., mais ils permettent également la coopération entre les partenaires nationaux via une plateforme Intranet.

Le DBT a particulièrement insisté sur le besoin de distinguer la méthode WWViews des consultations plus courantes comme les sondages d'opinion : "Contrairement aux sondages d'opinion, les méthodes délibératives assurent des réponses averties et bien argumentées de la part des citoyens, fournissant par ce moyen un conseil politique digne de foi". L'idée est que, grâce au principe délibératif, les citoyens - qui ne représentent pas des groupes d'intérêt - sont informés des avis des différents groupes d'intérêt, confrontent leurs idées avec d'autres citoyens aux points de vue différents, et parviennent à exprimer une opinion qui intègre l'ensemble de ces nouvelles informations à leurs propres valeurs, leur vision du monde, et leur vécu. L'accent est donc mis sur la délibération et le dialogue avec les citoyens informés. Signalons pourtant que la délibération et l'information se voient très limités étant donné que l'exercice se déroule dans une seule journée.

C. Créer un espace public mondial

Le projet WWViews a été conçu avec une visée politique : il était très important pour les organisateurs danois que le message des citoyens, qu'ils espéraient être clair et fort, soit relayé par la presse dans tous les pays et entendu par les représentants des États aux négociations sur le climat. Deux stratégies étaient mises en place pour garantir cet impact : une « stratégie de dissémination » et une « stratégie médias ». Mais le projet WWViews représente un autre enjeu important pour le DBT : l'institution danoise espère créer un précédent pour un nouveau type de procédures participatives, qui se déroulent dans un « espace public global » et font appel à un « public mondial ». Le DBT se positionne là comme un « point de passage obligé » pour ce type de consultations.

La stratégie de « dissémination » visait à identifier et associer les principales parties prenantes (politiques, négociateurs, scientifiques, ONG) au processus. Pour toutes les stratégies, les Danois ont émis des lignes directrices, que les organisateurs locaux devaient décliner à leur niveau. Ils étaient ensuite tenus de publier leurs stratégies nationales à dates fixées. « Un des buts les plus importants du projet étant d'avoir un impact sur les négociations », l'élaboration de la stratégie de dissémination occupait un rôle particulier. Une fois la liste des principales parties prenantes élaborée, le DBT prévoyait de les tenir au courant de façon régulière, notamment en les associant aux « newsletters » danois. Cette stratégie reposait sur le pari d'une opinion mobilisée pour la question climatique, et d'un espace public qui réserve une place bien définie aux questions participatives. Mais en France, par exemple, il était impensable d'associer les « parties prenantes » à la vingtaine de newsletters danois, détaillant les discussions internes, la méthode, les avancées des partenaires, et les prochaines échéances. Malgré une assez grande mobilisation sur le sujet (élections de 2007 et pacte écologique, débat sur la taxe carbone), les politiques et ONG ne pouvaient être associés au processus que peu avant la consultation et s'intéressaient plus aux résultats qu'aux détails de méthode³. Le DBT espérait créer une attente mondiale jusqu'au 26 septembre, afin d'avoir un impact maximal sur les décideurs. Ce ne sont pas seulement les résultats qu'il souhaitait voir publiés et discutés, mais bien le processus entier. Un des buts normatifs du projet WWViews était de promouvoir une « culture de la participation » au niveau mondial. Or ce but se heurtait à l'existence d'espaces publics extrêmement variés, qui nécessitent chacun des stratégies spécifiques et donc une méthode moins centralisée.

Le but des stratégies d'impact était, au-delà des objectifs premiers, de créer un « espace public mondial » autour de la consultation citoyenne du 26. Le DBT espérait y parvenir par une orchestration minutieuse, dont le rythme était donné par les newsletters, qui contenaient régulièrement des « media related tasks », et des communiqués de presse aux moments clés du processus. Ces communiqués étaient en anglais, et il incombait aux organisateurs locaux de les traduire et publier à des dates précises. Tous les organisateurs que nous avons pu interviewer ont dressé le constat que ces messages uniformisés s'avéraient souvent inadaptés aux contextes nationaux. En France, l'équipe organisatrice a décidé de reformuler de fond en comble la plupart des communiqués de presse, et certains n'ont pas été publiés du tout. Il est intéressant de constater que si la communication avec la presse a étonnamment bien fonctionné en France (des articles dans tous les quotidiens nationaux importants, ainsi qu'à la radio et sur Internet), elle passait essentiellement par des canaux personnels et des contacts informels pris avec des journalistes lors de déjeuners ou dîners avec l'équipe organisatrice. Au-delà de l'anecdote, le

³ quand il y avait des critiques sur la méthode, ils concernaient essentiellement la représentativité du panel – ce qui montre bien que dans l'espace public français, la distinction entre consultation citoyenne et sondage n'est pas claire.

constat que la vieille méthode du face-à-face était infiniment plus efficace que la machine de communication centralisée montre que la création d'un espace public mondial « bien articulé » relève encore plus du rêve que d'une réalité.

Un troisième type d'impact consiste à influencer directement sur les négociations à Copenhague. Le DBT a notamment prévu d'organiser un « side-event » (ateliers d'information parallèle aux négociations) dans la COP et dans le « Climate Forum » de la société civile qui aura lieu à Copenhague au même moment. Le fait que l'hôte de la conférence – la ministre danoise de l'environnement – parraine le processus WWViews pourrait effectivement aider à diffuser les résultats. Les négociations climatiques se déroulent dans des espaces assez particuliers, des microcosmes constitués de négociateurs, de scientifiques et d'une société civile mondialisée, et il faudra attendre de voir comment les résultats de WWViews seront repris dans cette arène.

II. La revanche du local: adaptations et réappropriations de la méthode DBT et de l'information

A. Les enjeux de l'organisation

Organiser une conférence citoyenne dans presque 40 pays suppose de trouver des partenaires locaux fiables, et d'harmoniser leurs actions. Il ne s'agit pas d'une simple question d'organisation : le pari du DBT étant d'organiser une « consultation mondiale », il était primordial de rassembler les partenaires autour d'un projet commun, et de contrer les forces centrifuges qui ne tardaient pas à apparaître.

Les organisations hôtes devaient remplir quatre conditions : avoir l'expérience de la participation citoyenne, ne pas être biaisée en ce qui concerne le changement climatique, être capable de suivre des lignes directrices communes, être en mesure de s'autofinancer. Initialement, le DBT a fait appel à des réseaux regroupant des institutions de suivi et d'évaluation technologique. Elle a dû en plus utiliser d'autres canaux, parfois informels, afin de recruter des partenaires dans des pays qui ne disposent pas de telles institutions. Le paysage est très varié, même dans notre petit échantillon : une institution de suivi et d'évaluations techniques (ITAS, RFA), un musée (La cité des sciences, France), une université (Brésil), deux ONGs (Bolivie et Mali). Ces institutions n'ont pas le même degré de connaissances concernant la participation citoyenne, leurs motivations de participer à l'expérience, ainsi que les ressources matérielles étaient très différentes. D'où résultent des différences quant à l'organisation, au recrutement des citoyens, et aux capacités de mobiliser les parties prenantes et les médias. Le fait que la conférence ait été organisée par des ONGs dans certains pays pose d'ailleurs des questions quant à l'exigence d'"absence de biais". En France aussi, la Cité des Sciences est loin d'être « neutre sur le sujet » : elle a organisé la plus grande exposition sur le changement climatique en France (Climax), et une manifestation sur le même sujet était en préparation au moment de la consultation – les citoyens passaient par une installation en construction, mettant en scène un ours polaire sur un morceau de glace...

Le DBT a mis au point un manuel en anglais et transmis pour traduction et distribution à tous les partenaires. Le manuel liste de façon détaillée les actions à mener avant, pendant et après la réunion. Il commence par énumérer les points ne pouvant en aucun cas être modifiés, notamment les critères de sélection du panel citoyen, le déroulement et découpage en sessions de la réunion, les règles de conduite du dialogue, les procédures de vote telles que décrites et définies par le DBT, le questionnaire et le matériel d'information. Au delà de ces éléments, il y avait des marges

de liberté, à condition d'informer les coordinateurs du DBT des modifications. Lors de nos entretiens téléphoniques pour cette enquête, nous avons pu constater la force normative de cette démarche : les personnes interviewées, notamment des chefs de projet des équipes de Mali et Bolivie, et dans une moindre mesure du Brésil, répondaient à nos questions comme si elles devaient démontrer (à leur interlocuteur Européen) la stricte conformité du déroulement de l'expérience dans leur pays à la méthode du DBT : "on a fait exactement comme disait le manuel" (membre de l'équipe bolivienne). Pourtant, au fil de l'entretien, les interviewés exprimaient de plus en plus clairement les contraintes rencontrées et les solutions locales qu'ils ont dû élaborer pour pouvoir "appliquer" la méthodologie du DBT.

Un enjeu majeur, notamment dans des pays à forte diversité ethnique, était la composition du panel. Les citoyens devaient respecter globalement les caractéristiques démographiques de chaque pays concernant âge, sexe, profession, niveau d'éducation et d'autres critères pertinents selon les cas particuliers (ethnicité, géographie). Plus que d'être représentatif dans le sens des sondages d'opinion, il s'agissait de donner une image « réaliste et crédible » de la population et ainsi garantir la diversité des points de vue. Chaque partenaire était appelé à élaborer une stratégie de recrutement, ensuite validée par le DBT. Là aussi, nous avons pu constater une grande diversité d'approches : La Cité des Sciences a fait appel à un institut de sondage, afin de composer le panel, pendant que les Allemands ont procédé à un recrutement par lettres aléatoires, pour ensuite faire un tri parmi les réponses positives. N'ayant pas accès à des données statistiques sur les populations, ou de structures pouvant faire des recrutements de ce genre, le Mali et la Bolivie devaient recourir à un procédé de « boule de neige », en utilisant leurs réseaux locaux et faisant appel aux structures de la société civile, ce qui a suscité l'inquiétude des organisateurs danois. Ces procédés amènent chacun ces propres biais quant au type de public participatif recruté. Nous avons pu constater, dans le cas de la France, que les participants étaient des habitués des questionnaires et des sondages d'opinion, et que certains d'entre eux avaient déjà participé à des consultations type « réunion de consommateurs », ce qui donnait lieu à une certaine facilité de s'exprimer dans le groupe. Inévitablement, beaucoup d'entre eux étaient des citoyens actifs, faisaient partie d'associations, s'informaient. Un autre biais, plus inattendu, a frappé et même choqué l'ensemble des participants : la quasi-absence de personnes de couleur. L'explication n'est pas claire, mais tient sans doute à une spécificité française : les instituts de sondage n'ont pas le droit de collecter des données « ethniques », ce qui fait que la représentativité selon les origines ethniques, élément central dans d'autres consultations (Mali, Bolivie), ne pouvait être assurée en France.

B. (Re-)Cadrer le débat ou: comment se réappropriier l'information

Deux éléments délimitaient le champ de problèmes à débattre : la brochure d'information, et les questions auxquelles ils étaient appelés de répondre. Dans les deux cas, nous avons pu observer des problèmes lors de l'organisation, et des réappropriations du matériel et des méthodes pour y répondre.

La question de la présence à la conférence de « personnes ressources », c'est-à-dire d'experts, pour répondre aux questions des citoyens a été discutée au tout début de l'organisation de WWViews. L'option a finalement été écartée, parce que certains participants n'auraient pas été en mesure de mobiliser des experts, ce qui aurait introduit des asymétries entre les réunions. Les seules sources d'information dont disposaient les citoyens étaient donc la brochure d'information et les petites séquences de vidéos au début de chaque séance. Pourtant, chaque partenaire national

a dû mettre en place des solutions ad hoc pour rendre compréhensible le matériel d'information et pour répondre aux questions durant les débats. En Allemagne et en France, les organisateurs ont chargé des membres de l'équipe de répondre à des questions précises posées par les citoyens à l'aide des informations contenues dans la brochure. Tenir cette ligne (« tous ce que nous pouvons vous dire, c'est ce qu'il y a dans la brochure ») n'était pas aisé et a conduit à des tensions, parce que le procédé pouvait donner l'impression qu'on privait les citoyens de certaines informations. Au Brésil, le doc d'info a été modifié afin de l'adapter aux habitudes locales de lecture : il a été raccourci, rédigé dans un langage plus simple, rendu moins « confus » (concentration sur quelques sujets seulement), et allégé en graphiques (barrière de l'éducation : « les gens qui ne sont pas habitués à lire de graphiques en ont peur! »). D'autres pays où le taux d'alphabétisation est faible, comme le Mali et la Bolivie, ont décidé d'inviter les citoyens un jour avant, afin de les informer oralement et visuellement. La procédure choisie par les organisateurs maliens était particulièrement astucieuse : en invitant des « seniors », qui témoignaient des changements de température, de climat, de rendements agricoles, etc., qu'ils ont pu observés dans leur vie, ils remplaçaient une information abstraite et désincarnée par des expériences personnelles, en forme de paroles dotées de l'autorité de l'âge.

Le choix des questions a donné lieu à un certain nombre d'échanges entre le DBT et ses partenaires sur l'intranet, et à trois versions successives. La priorité étant le message aux négociateurs de Copenhague, il fallait se rapprocher le plus possible des enjeux de la COP 15. Les discussions sur les questions ont porté sur leur nombre, leur ordre, leurs sujets, leurs difficultés, les réponses proposées... Un des problèmes principaux étant bien sûr leur technicité. Le critère pour le choix des questions était que « les réponses [soient] faciles à communiquer aux décideurs ». Les organisateurs reconnaissent que « ce faisant, nous accordons plus de considération aux aspects de communication et d'impacts qu'à la diversité et aux capacités des citoyens ». La question la plus visiblement technique et en prise directe avec les négociations « pensez vous que les objectifs à court terme de réduction des GES pour les pays de l'annexe 1 devraient être : supérieurs à 40% ; compris entre 25 et 40%, inférieurs à 25% » a conduit l'un d'entre nous à se déplacer à 4 tables pour répondre à des participants qui jugeaient ces chiffres « plutôt abstraits » et « lointains ». Les discussions autour de ce type d'objectifs lointains ont souvent moins porté sur le contenu de la question, que sur la meilleure tactique : demander beaucoup pour obtenir moins, ou poser des exigences réalistes. Cette tension était aussi visible dans la réponse à la question concernant les « objectifs à long terme pour contenir la hausse des températures ». La réponse à la question est intéressante : 34% des citoyens interrogés choisissent la réponse proposée « rester à la température actuelle » et 19% « revenir à la valeur préindustrielle ». Or ces options sont physiquement impossibles (au moins d'ici plusieurs siècles), et on peut se demander quel sens cela a de proposer des options inaccessibles - et bien sûr absentes des négociations ?

C. Des contextes nationaux spécifiques et la question du changement climatique

Un des enjeux centraux de l'organisation des conférences citoyennes dans le monde entier était de fournir le même type et la même quantité d'informations à tous les participants. Il s'agit de garantir une base de connaissance commune et « non biaisée » pour conférer une légitimité aux débats, et permettre la comparabilité des résultats. Or le débat du changement climatique est antérieur à la conférence citoyenne, et les termes du débat, notamment médiatique, sont déjà chargés de sens, et donc loin d'être neutres. Plusieurs études ont montré que les dynamiques des débats varient fortement entre différents pays, et relevé des différences dans le cadrage de la

question climatique. L'information n'atteint donc pas un citoyen vierge, et neutre, mais des participants immergés dans des débats locaux et nationaux, qui vont l'interpréter et l'utiliser différemment.

Ne pouvant, dans l'espace qui nous est imparti, procéder à une comparaison exhaustive, nous allons comparer les débats et les résultats de deux pays que les auteurs connaissent bien, la France et l'Allemagne. Ce sont des pays dits « Annexe I », donc développés – ce qui facilite la comparaison.

Le discours médiatique sur le changement climatique a suivi différentes temporalités et dynamiques en France et en Allemagne. Il s'est développé plus tôt en Allemagne, et sur un ton alarmiste – on parle beaucoup de « catastrophe climatique » (Weingart 2000) pour désigner le phénomène que les journaux en France appellent pudiquement « l'effet de serre » (Aykut 2009). En France, le débat a été dominé par un discours du « changement des modes de vie » et des « petits gestes quotidiens », particulièrement dans les journaux télévisés (Comby 2008).

On retrouve ce biais dans les recommandations ouvertes : la première recommandation en Allemagne porte le titre « climate catastrophe makes urgent acting necessary », alors qu'en France, c'est « développer l'éducation à l'environnement », qui a emporté le plus de voix. La première recommandation française reproduit ainsi le cadrage individuel de la question⁴ : une politique efficace contre le réchauffement passe (aussi) par des micro-actions, que l'Etat est appelé à soutenir par l'éducation⁵. On peut d'ailleurs se poser la question de la signification de l'« éducation » dans un pays qui reste profondément moderniste. Il n'est pas anodin, dans ce contexte, qu'au Brésil aussi, l'éducation figure parmi les premières recommandations, alors qu'elle est totalement absente en Allemagne. On perçoit aussi dans les recommandations allemandes que le discours du changement climatique, avec ses expressions consacrées, a plus profondément infiltré les débats, et la façon dont on parle des politiques climatiques : trois recommandations allemandes prennent en compte la différence que la Convention Climat fait entre pays développés et PED (une en France), et la première recommandation paraphrase même les « common but differentiated responsibilities », quand elle appelle à distribuer les efforts « in accordance with both the capabilities and the responsibility of all countries ». Par ailleurs, quatre recommandations allemandes appellent à limiter le réchauffement à deux degrés (7, 9, 11, 12, 13), une référence absente des recommandations françaises.

Tout un ensemble de recommandations en France appellent en revanche à l'établissement d'une institution mondiale pour contrer le réchauffement. Ce résultat aussi est intéressant : la France milite depuis la fin des années 1980 (gouvernement Rocard) pour une prise en main des questions environnementales par une organisation onusienne de l'environnement qui suivrait le modèle de l'Organisation mondiale du commerce. On peut donc assumer que cette question trouve un écho plus conséquent dans la presse française que dans d'autres pays. En Allemagne une seule des 13 recommandations préconise la création d'une institution mondiale.

Deux recommandations en Allemagne (« we all just have one earth », « we have only this world ») reprennent le « only one world » de Dubos et Ward en 1972, mais aucune en France ne

⁴ Chaque table (7-8 citoyens) était appelée à faire une recommandation ouverte. Ensuite tous les citoyens votaient individuellement pour une des quatorze recommandations. De ce vote résulte un classement des recommandations.

⁵ La suite de la recommandation : « La mise en place d'un système d'éducation et d'information s'impose dans l'urgence pour tous les citoyens de la planète, dès leur plus jeune âge. »

fait référence à ce type de formule. Là aussi, on ne peut comprendre la différence sans connaître l'histoire des débats dans les deux pays : c'est le rapport Brundtland, avec son « our common future », qui a popularisé ce cadrage de la question du développement durable dans la plupart des pays, or sa traduction en français « aura été de loin la plus tardive, et elle aura été le fait d'une maison d'édition québécoise » (Hourcade 1995), signe que le débat du développement durable a eu du mal à s'imposer en France.

Les discussions étaient aussi inévitablement marquées par l'actualité politique. Les participants français sont, pour donner un exemple, parmi les plus hostiles à une taxation de l'énergie fossile : ils étaient 36% à refuser toute taxation, alors qu'ils sont plutôt volontariste sur d'autres sujets, et se déclarent plus préoccupés par le changement climatique que la moyenne des pays développés (96% contre 83% de « assez » ou « très préoccupé »). Or le refus de taxer l'énergie fossile ne saurait être interprété comme simple réflexe contre une réforme fiscale écologique : la discussion sur l'augmentation du prix du fuel prolongeait le récent débat français sur la « taxe carbone », et il était manifeste que certains s'appuyaient sur des arguments et des réflexions déjà mobilisés auparavant (la discussion étant de ce fait moins abstraite et lointaine). Il semble qu'était surtout critiquée une mesure frappant le consommateur individuel « qui n'a pas le choix », la taxe faisant partie d'une fiscalité à revoir dans sa globalité (par exemple taxer les stocks des entreprises conduit à favoriser le flux tendu, donc le transport routier).

Conclusion

Nous avons essayé de montrer dans cette brève analyse du projet WWViews que le public comme l'espace ne vont pas de soi dans cette expérience – ils sont au contraire fabriqués dans la consultation et par les moyens de mise en commun et de communication des résultats. Or cette construction d'un « public global » à travers l'organisation de la conférence et les méthodes de recrutement, et d'un « espace public mondial » par les stratégies d'impact a posé (et pose !) un certain nombre de questions et de problèmes, que nous avons commencé à élucider dans ce texte. Nous proposons quatre thèses à débattre :

Premièrement, les outils et la méthodologie du DBT renvoient à des notions de démocratie délibérative, de citoyenneté, de participation, etc., tous des concepts historiquement et culturellement situés qu'il n'est pas aisé de « transposer » dans des contextes culturellement très divers. Il en va de même pour la référence à la science, en l'occurrence la modélisation numérique, et à son autorité pour informer la décision politique.

Deuxièmement, l'exercice faisait appel à des « citoyens du monde », appelés à surmonter leurs intérêts particuliers et à gérer un bien commun global. Or les citoyens consultés étaient aussi censés se situer à l'échelle individuelle et à l'échelle nationale : il leur était demandé de se référer à leur propre expérience vécue du changement climatique – donc au niveau individuel ou local ; et de s'adresser à leurs gouvernants, de se mettre à leur place, donc de s'exprimer au niveau national – sans défendre des intérêts partisans... Enfin, c'est bien à l'échelon national, entre personnes d'un même pays, que se déroulaient les débats, même si l'opération était internationale et en appelait à la fois à la conscience globale et à l'expérience individuelle de chacun.

Troisièmement, les discussions de la conférence citoyenne s'insèrent dans des thématiques et dynamiques politiques spécifiques et antérieures à l'organisation de la conférence, ce qui appelle à une interprétation spécifique de chaque cas. La comparaison statistique n'est pas aisée, et

encore moins l'agrégation des résultats en un résultats « global », dans lequel ces différences sont effacées.

Quatrièmement, l'ambition de la consultation était de constituer une véritable conscience citoyenne globale face à des politiques défailantes. Cette approche semble avoir porté ses fruits – le résultat est un signal fort et résolu envers plus d'actions. Or comment juger un tel positionnement des citoyens du monde, sachant que le cadrage de l'information fournie montrait les impacts locaux du changement climatique (notamment dans les images des vidéos d'information), en y opposant des mesures à prendre à un niveau global, abstrait (« 40% de réductions », « stabilisation à deux degrés »), qui ne rend pas compte, par exemple, des sacrifices que signifie une « réduction des émissions » pour un pays en voie de développement ?

Références bibliographiques

Aykut S, « La construction du changement climatique comme problème public – débat médiatique et expertise climatique en France et en Allemagne », dans Bellal, S et al. (éd.), *Savoirs experts, savoirs profanes : vers de nouveaux modes de construction de l'actualité politique ?* Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 2009 (à venir).

Baya-Laffite N, Joly PB, *Nanotechnology and Society: where do we stand in the ladder of citizen participation*. CIPAST Dossier Nanotechnologies, 2008.

Callon M, Rabeharisoa V, « The Growing Engagement of Emergent Concerned Groups in Political and Economic Life: Lessons from the French Association of Neuromuscular Disease Patients », *Science, Technology & Human Values* 2008, 33(2): 230-261.

Collins H, Evans R, « The Third Wave of Science Studies: Studies of Expertise and Experience », *Social Studies of Science*, 2002, 32: 235-296.

Comby, JB, „créer un climat favorable“, thèse déposée à Paris II, oct.2008.

Dahan A, Guillemot H, "Le Changement Climatique : dynamiques scientifiques, expertise, enjeux géopolitiques", *Revue de Sociologie du Travail*, 2006, 412-432

Lezaun J, Soneryd L, « Consulting citizens: technologies of elicitation and the mobility of publics », *Public Understanding of Science*, 2007, 16(3): 279-297.

Hourcade (J-C.), "Environnement: de Rio à Berlin", *Projet*, 1995, 242 :109-114.

Marris C, Joly PB, Rip A, « Interactive Technology Assessment in the Real World: Dual Dynamics in an iTA Exercise on Genetically Modified Vines », *Science, Technology & Human Values*, 2008, 33(1): 77-100.

Rowe G, Frewer L, “Public participation methods : A framework for evaluation”, *Science, Technology & Human Values*, 2000 25(1): 3-29.

Weingart P, Engels A et Pansegrau P, „risks of communication: discourses on climate change in science, politics and the mass media“, *Public Understanding of Science* 2000, 9(3):261-283.